

Madame la Présidente,
Monsieur le Directeur général,
Mesdames et Messieurs les Délégués,

Le Ministre belge de la Coopération au développement, monsieur Armand De Decker, aurait bien voulu être des nôtres aujourd'hui pour vous parler du Forum et de la Conférence Migration et Développement qui s'est tenue à Bruxelles récemment. Malheureusement, pour des raisons indépendantes de sa volonté il a été retenu et m'a demandé d'intervenir en son nom.

Je remercie l'OIM pour cette opportunité. Michèle Klein-Solomon m'a prévenue des raisons pour lesquelles elle a prévu ce point à la fin de l'après-midi.

On peut constater aujourd'hui, pour s'en féliciter, que l'ampleur et la complexité croissantes du phénomène migratoire, l'importance des défis et des opportunités qu'il présente ont suscité une mobilisation à tous les niveaux et de plus en plus de façon multidisciplinaire. Dans le contexte de la globalisation, la migration aujourd'hui est vue comme une réalité à la fois humaine, sociale, économique, politique et culturelle, qui interpelle tous les états et plusieurs ministères au sein de ces états - et donc plus seulement les ministères de l'intérieur ou de la migration, mais aussi les organisations internationales et la société civile.

Force est de constater que sur le plan analytique et conceptuel, les travaux et recherches se multiplient. Il y a eu de nombreux efforts pour les affiner et les diffuser en impliquant toutes les parties prenantes, en premier lieu les décideurs politiques.

L'une des dernières en date a été la Conférence de Bruxelles de mars 2006 sur la Migration et le Développement, qui selon plusieurs participants n'était peut-être pas une Conférence comme beaucoup d'autres, c'est-à-dire forte en rhétorique et faible en compréhension mutuelle. Au contraire, elle a permis de progresser dans la compréhension des liens qui existent entre les différents aspects, et en premier lieu entre la migration et le développement. Il fallait prouver, et je crois que la conférence de Bruxelles y est parvenue, que migration et développement constituent un thème susceptible d'unir la communauté internationale. Pour qu'il en soit ainsi, il faut davantage tenir compte de la contribution de la migration au développement et à la réduction de la pauvreté...

La réalisation du potentiel du migrant en tant qu'agent de développement implique lorsqu'il s'agit de ses transferts, une intermédiation financière... On pourrait imaginer des mesures d'accompagnement adéquates allant de la réduction des coûts de transferts jusqu'à la création, comme le Ministre de la Coopération au Développement l'a proposé, d'un Fonds européen pour les transferts financiers, par lequel la mise initiale du migrant se verrait doublée par l'apport d'un montant équivalent des pays donateurs à condition qu'elle soit investie dans des projets de développement. Toute la problématique de

Migrations et Développement ouvre un nouveau champ de coopération, avec des actions à entreprendre tant dans les pays d'origine que dans les pays de destination des migrants.

D'autre part, la Conférence de Bruxelles a mis l'accent sur la nécessité d'agir contre les causes profondes des migrations qui se font non par choix mais par nécessité. Les actions en soutien des objectifs du millénaire peuvent réduire certaines des causes structurelles de ces migrations, et à nouveau la politique de développement est concernée. Mais d'autres politiques sont également importantes, telles que les politiques commerciale, de l'emploi, de l'éducation ou la politique agricole qui peuvent influencer les flux migratoires ainsi qu'être déterminées par la migration.

La migration n'a cependant pas que des effets positifs pour le développement : elle peut engendrer une perte de vitalité et de savoir-faire dans les communautés d'origine; sur cette question aussi, il y a sujet à discussion entre toutes les parties : il faut trouver les moyens pour mitiger ces effets et cela implique des voies innovatrices tel que MIDA, des politiques de remplacement dans les pays d'origine et surtout des politiques cohérentes, en commençant par un dialogue renforcé entre tous les acteurs concernés, aux niveaux national, régional et mondial. La Conférence de Bruxelles a innové en réunissant pour la première fois peut-être, à cette échelle, représentants des gouvernements, des organisations internationales, et de la société civile – c'est-à-dire des ONG, des universités et des instituts de recherche, mais aussi des diasporas et des organisations de migrants. Car, en définitive, ce sont les migrants et leurs familles qui se trouvent être les premiers bénéficiaires ou destinataires des politiques mises en œuvre. Ils en sont parfois les acteurs dans les actions de co-développement et il est donc aussi important de les écouter, que de les informer, de les former ou encore de les impliquer dans ces politiques. C'est une des conditions pour parvenir à une meilleure gouvernance en matière de migration et de développement.

La Conférence de Bruxelles visait aussi à promouvoir la cohérence entre les différents acteurs gouvernementaux concernés. S'agissant de la Belgique, la Conférence était organisée conjointement par les Ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères et du Développement, démontrant les efforts que la Belgique fait pour favoriser la cohérence des politiques de migration et de développement. Quant à la cohérence internationale, la Conférence de Bruxelles n'a pu que la favoriser. Co-organisée par l'OIM et la Banque mondiale avec le soutien de la Commission européenne, la Conférence a en effet bénéficié de la collaboration et de la participation active de nombreuses organisations.

Par son approche multidimensionnelle et l'implication de tous ces acteurs, la Conférence de Bruxelles sur la migration et le développement a démontré qu'un vrai dialogue sur ce sujet est possible entre le Nord et le Sud et entre les

différents acteurs concernés sans que celui-ci se heurte à une politisation peu productive et stérile, expérience positive qui s'est répétée au Dialogue à Haut Niveau à New York, où un large accord est aussi apparu sur le fait que ce Dialogue ne devrait pas être une fin en soi, mais le début d'un nouveau processus de dialogue, de concertation et de coopération. Ce processus n'est autre que le Forum mondial sur la Migration internationale et le Développement. Sa mise en œuvre est la preuve que les Etats prennent de plus en plus conscience qu'il ne suffit plus de traiter la question des migrations, et encore moins le lien entre migration et développement au niveau national, même pas au niveau bilatéral ou régional, mais qu'il faut porter le débat au niveau mondial, un peu comme les Etats, dans les années soixante-dix, ont réalisé que la question de l'environnement devrait être traitée au niveau mondial.

Les principes de ce Forum sont connus. Ce n'est pas une nouvelle organisation internationale, c'est un processus. Informel, il est ouvert à tout Etat souhaitant y participer. Il ne donnera lieu à aucune négociation ou conclusion contraignante. Les Etats membres des Nations Unies en sont le moteur.

La légitimité donnée par le Dialogue à haut niveau permettra, nous l'espérons, de mobiliser l'ensemble de la communauté internationale – Etats, organisations multilatérales, société civile – dans un effort commun et cohérent. Le Forum est une plate-forme qui doit permettre d'identifier des bonnes pratiques, d'échanger des expériences, de partager des connaissances entre les pays et dans les régions et de rassembler l'expertise existante. L'IMDI, tel que présenté ce matin, devrait s'inscrire dans la logique du Forum et respecter les orientations qui se dégageront du Forum, notamment dans le domaine de la migration et du développement. Se voulant concret et tourné vers l'action, le Forum pourrait aussi être source de réponses nouvelles à certaines des questions les plus complexes dans le domaine de la migration et du développement.

Il nous apparaît que le Forum pourrait être déclencheur d'une plus grande cohérence et coordination au niveau national et international. Pour qu'il en soit ainsi au niveau national, nous avons demandé à tous les gouvernements de nommer un point focal, d'un niveau politique suffisamment élevé pour que cette personne puisse rassembler les acteurs concernés pour en arriver à une plus grande coordination et cohérence. Nous espérons que le processus du Forum produira aussi un autre résultat, sous la forme d'une plus grande sensibilisation du monde du développement, qu'il soit public ou privé, aux défis que pose la migration en termes de développement, que ce soit à travers la contribution de la migration au développement, ou en termes de lutte contre les causes profondes de la migration forcée, ou encore en termes de défis pour les pays qui voient partir les plus entreprenants ou les mieux formés .

Le Forum devrait à terme devenir l'élément structurant de la réflexion et des travaux sur le plan international.

La Belgique s'engage à assurer la préparation de ce Forum dans la plus grande transparence en consultation étroite avec les autres gouvernements. Cette consultation a été lancée il y a une dizaine de jours à travers nos différentes Ambassades sous la forme d'un questionnaire, demandant de sélectionner et de formuler des questions que les états voudraient soumettre au Forum sur des thèmes considérés comme prioritaires. Des copies de ce questionnaire et de la note conceptuelle en français, anglais et espagnol sont également disponibles à l'entrée de cette salle. Nous attendons les réactions de tous les pays pour le 15 décembre.

Sur la base des réponses que nous recevrons, nous proposerons un ordre du jour qui à la fois devrait intéresser 1) le monde du développement et celui de la migration 2) les pays développés ainsi les pays en développement et 3) qui peut aboutir à un réel progrès pendant la durée du Forum. Cette proposition fera l'objet d'une nouvelle consultation d'un groupe volontaire d'Etats, les Amis du Forum, auquel tous les pays qui le veulent pourront participer. Si possible et si jugé utile, un programme de travail à plus long terme pourra également être établi. La première réunion de ces Amis du Forum aura lieu vers la fin du mois de janvier. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies est également consulté tout au long de ce processus, et le Global Migration Group y sera lui aussi associé. Nous allons nous consulter avec le GMG sur la meilleure façon de concevoir cette association. Nous avons déjà demandé au Global Migration Group de faire un résumé de ce que les différentes organisations font en matière de Migration et Développement et de donner des indications sur leur stratégie future. Il serait aussi utile de voir comment la dimension développement peut être mieux prise en compte dans les différents processus régionaux.

Le Forum, en ce moment prévu pour le mois de juillet, durera trois jours dans son entièreté: deux jours au niveau intergouvernemental et une journée pour la société civile. Les sessions intergouvernementales auront des sessions plénières au début et à la fin, ainsi que des tables rondes, pour favoriser les discussions concrètes ; Il sera ouvert à tous les Etats membres et organisations internationales concernées. La journée de consultation et de discussions de la société civile précèdera les deux journées de réunions intergouvernementales.

La participation sera limitée à trois personnes par délégation, à un niveau élevé – ministres ou hauts fonctionnaires, personnes qui ont des responsabilités et des connaissances spécifiques dans les matières abordées par le Forum. Cette formule, nous l'espérons, mènera à une consultation et coordination interne au niveau des différents états et permettra au Forum un vrai dialogue.

La formule mixte, deux jours au niveau intergouvernemental et une journée réservée à la société civile, est une tentative de compromis entre ceux qui veulent que la discussion reste strictement intergouvernementale, et ceux qui trouvent que l'implication de la société civile est aussi souhaitable.

Comme nous l'avons déjà annoncé, la Belgique serait disposée à accueillir parallèlement au Forum une sorte de bourse ou de marché où pourraient se discuter et s'échanger des offres et des demandes concrètes d'assistance et de bonnes pratiques. Cela permettra de nouveaux partenariats et des projets de coopération pourraient ainsi être mis sur pied suite au Forum. Nous sommes en train de voir s'il y a suffisamment d'intérêt pour une telle bourse et, dans l'affirmative, si une équipe peut être constituée pour recueillir ces offres et ces demandes d'assistance et pour organiser leur rencontre.

Le Gouvernement belge a bien voulu me confier la mise en œuvre de ce projet auquel je voudrais associer d'autres pays, en ce inclus quelques pays en voie de développement.

Quelques pays ont déjà montré de l'intérêt et d'autres ont indiqué leur disponibilité de fournir un soutien financier au Forum, tels que la Suède, la Suisse, les Pays-Bas que je voudrais remercier vivement à cette occasion.

Enfin, cette première session du Forum, importante pour l'avenir du dialogue mondial sur la migration et le développement, doit être un succès. Votre soutien est indispensable pour qu'il en soit ainsi.

Je vous remercie.